

Éditorial

Un peu d'espoir... encore ?

Antoine Sfeir

DANS **LES CAHIERS DE L'ORIENT 2009/4 N° 96**, PAGES 3 À 5

ÉDITIONS **CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES SUR LE PROCHE-ORIENT**

ISSN 0767-6468

DOI 10.3917/lcdlo.096.0003

Date de mise en ligne : 01/11/2016

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2009-4-page-3?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Centre d'études et de recherches sur le Proche-Orient.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Un peu d'espoir... encore ?

Ya-t-il encore un rai d'espoir de voir les Israéliens et les Palestiniens conclure la paix ?
Peut-on aujourd'hui sincèrement et sérieusement se permettre de rêver à cette paix à laquelle s'accole naturellement le mot impossible ?

Et pourtant ! Paradoxalement jamais les positions n'ont été aussi proches. Car sur les cinq dossiers constituant la pierre d'achoppement, quatre sont d'ores et déjà réglés :

L'étendue de l'État palestinien en gestation devrait se situer entre 92 et 96 % de la surface de la Cisjordanie : tout le monde en est d'accord. Quant à la nature de cet État, Israéliens et Palestiniens comme les pays arabes et les puissances ont convenu que les pouvoirs régaliens (diplomatie, police, armée, passeports, monnaie...) devront s'acquérir d'une manière évolutive avec le temps, après si l'on peut dire une période probatoire qui permettrait aux deux parties d'apprendre à vivre côte à côte en attendant un jour le vrai miracle de les voir vivre ensemble.

La question des colonies devrait là aussi être traitée dans le cadre du registre diplomatique : les pressions américaines de plus en plus fortes en vue du gel de la colonisation ne peuvent être ignorées par le Premier ministre Benjamin Netanyahu. Ces colonies ne peuvent en tous cas remettre en question la démo-

graphie de la rive ouest du Jourdain et peuvent tout au plus servir d'argument diplomatique plus tard dans le cadre de négociations sécuritaires pour un échange de territoires à l'instar de ce qui s'est passé entre Israël d'une part, la Jordanie ou l'Égypte de l'autre. La solution avancée en 2000 du temps du Président Clinton avec Yasser Arafat et Ehoud Barak, d'une gouvernance partagée de Jérusalem, la ville sainte étant statutairement la capitale à la fois de l'État d'Israël et de l'État palestinien, semble avoir acquis aujourd'hui l'appui des puissances à défaut de celui des parties en présence.

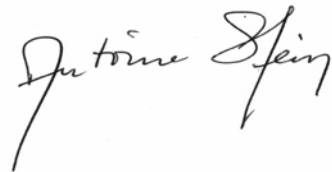
Reste le grand problème du retour des réfugiés. Si l'accord est acquis en ce qui concerne les réfugiés de 1967, il n'en est pas de même de ceux du Liban et de la Syrie, ou encore de Jordanie, dont le départ précipité et forcé date de 1948. Leurs maisons se trouvent en Israël même, en Galilée ou autour de Tel-Aviv. Plusieurs solutions s'offrent aux diplomates : des compensations financières, une implantation dans les pays d'accueil (solution aujourd'hui envisagée au Liban en échange du vote des étrangers de la diaspora)...

Restent aussi les arguments fallacieux nouvellement brandis par Netanyahu concernant la reconnaissance par les pays arabes du caractère juif de l'État d'Israël. A ce que je sache, c'est aux citoyens d'un État de définir le caractère de leur pays, ce n'est pas aux étrangers de le faire. La France s'est définie République une et indivisible et laïque, et a demandé au monde de la reconnaître en tant que telle. C'est à monsieur Netanyahu de faire voter à la Knesset le caractère juif de l'État d'Israël ; ce sera alors au monde de le reconnaître en tant que tel. Monsieur Netanyahu devra également clarifier le caractère socialiste et laïque défini par les pères fondateurs, qui auraient du mal à reconnaître aujourd'hui l'État d'Israël.

Comprenons-nous : il ne s'agit pas de remettre en question à chaque critique du gouvernement israélien l'existence de l'État d'Israël. On aurait pu espérer de la part du nouveau Premier ministre le courage d'un homme d'État qui une fois élu traite de la question primordiale du mode de scrutin actuellement en cours, et qui depuis plus de quarante ans permet à de petits partis représentant une infime minorité de la population de gouverner en jouant l'appoint à telle ou telle coalition, de prendre en otage l'État comme le fait le Shass concernant le service militaire et l'éducation. Et les exemples de ce genre sont légion. Une fois cette réforme faite, monsieur Netanyahu aurait été de nouveau devant les électeurs et nul doute

qu'il aurait été élu triomphalement. Mais monsieur Netanyahu n'a pas eu ce courage d'homme d'État. Aujourd'hui les problèmes se multiplient en Israël même entre laïcs et religieux, mettant en danger la communauté nationale. Monsieur Netanyahu surfe de plus en plus sur la sécurité, menace le Liban, diabolise l'Iran, comme si plus que jamais la société israélienne avait besoin de l'ennemi extérieur pour sauver les apparences de l'unité. Mais en continuant à faire peur à ses concitoyens, le gouvernement israélien prend le risque de les pousser à ne plus vouloir vivre avec l'autre. N'entend-on pas de plus en plus souvent des Israéliens jeunes et moins jeunes s'exclamer : « puisqu'ils ne veulent pas vivre avec nous, vivons seuls » ? Ce serait le danger ultime pour un peuple rejeté pendant plus de deux mille ans d'errance, de choisir la non intégration et la voie d'une ghettoïsation volontariste. Ce serait dramatique pour Israël, mais également pour ses voisins arabes.

Je le dis haut et fort : Israël doit survivre en retrouvant les valeurs des pères fondateurs. Celles de la volonté de défendre toutes les minorités ethniques et religieuses dans la région. Certes en face, chez les Palestiniens, la situation n'est guère plus brillante. Ce n'est point seulement un affrontement entre le Fatah de Mahmoud Abbas et le Hamas, c'est une vision différente de la société et du monde qui constitue le clivage le plus important au sein de la société palestinienne. Là aussi, les choses doivent être clarifiées par le suffrage universel le plus tôt possible, à travers des élections libres et démocratiques étroitement surveillées par la communauté internationale. Celle-ci ne peut plus se contenter de pratiquer uniquement la diplomatie du chéquier. Il est temps que le monde, l'Europe, et la France en particulier, deviennent de véritables architectes de la sécurité dans cette région du monde. Se laver les mains serait une démission, à moins que l'on veuille réellement et tout à fait consciemment fixer tous les conflits de cet Orient Proche et Moyen sur la rive ouest du Jourdain, et faire définitivement du conflit israélo-palestinien une guerre à la paix impossible.

A handwritten signature in black ink, reading "Antoine Spina". The signature is written in a cursive, flowing style with a long, sweeping underline that extends to the left.